

## A propos du fameux bilan d'Ali Bongo

# Infrastructures routières : ne prenez pas les Gabonais pour des dupes

En sept ans de mandat, Ali Bongo a mobilisé plus de 16 000 milliards de nos francs, construit des hôpitaux, des logements sociaux, plus de 1 500 kilomètres de routes, augmenté les salaires, etc. Voilà ce que le pouvoir et les soutiens du président de la République servent quotidiennement aux Gabonais depuis un moment.

Dans cet article, nous allons nous appesantir sur les voies de communication qui auraient été aménagées depuis que le fils de la Mama a pris le pouvoir. Mais avant que d'arriver à cette question, intéressons-nous, d'abord, brièvement, aux ressources mobilisées pour se demander ce qu'on en a fait réellement. On parle bien de plus de 16 000 milliards de francs. Il pourrait en être plus, dans la mesure où le gouvernement a toujours parlé d'un budget annuel de 3000 milliards de francs, soit 21 000 milliards de francs en sept ans. Bref !

Venons-en maintenant au sujet qui nous intéresse ici. Jusqu'en 2009, le Gabon comptait 13 % de routes bitumées, soit environ 1 192 kilomètres de voies goudronnées sur un linéaire total de 9 170 kilomètres. En décédant en 2009, Omar Bongo Ondimba a laissé, en cours d'exécution, quatre chantiers routiers importants dont veulent s'approprier Ali Bongo et ses soutiens. Notre devoir est de restituer la vérité.

Le premier chantier concerne le

tronçon Melen-Bifoun, avec un agrandissement en deux fois deux voies entre Ntoum et Melen (28,3 kilomètres), un élargissement sur dix mètres de l'axe Ntoum-Nsilé (65,3 kilomètres) et un renforcement de la chaussée sur la section Nsilé-Bifoun (62,5 kilomètres). Le financement de ce projet, dont les travaux avaient été lancés le 9 février 2009 par le Premier ministre Jean Eyeghe Ndong, est supporté à hauteur de 363 890 390 euros (plus de 238,696 milliards de nos francs) par la Deutsche Bank Espagnola, une banque espagnole.

Les trois derniers projets concernent Fougamou-Mouila, Ndendé-Lébamba et Lastoursville-La Léyou. Si les trois derniers chantiers ont été lancés officiellement par feu Rose Francine Rogombé (paix à son âme !), alors présidente de la République par intérim, en août 2009, mais bien avant que les postulants au trône ne déclarent leurs candidatures pour le scrutin présidentiel anticipé, le point commun des quatre projets est qu'ils ont été

pilotés par Flavien Nzengue Nzoundou, à l'époque ministre des Travaux publics.

Ce dernier a été débarqué de ce poste lors de la composition du premier gouvernement d'Ali Bongo confié à l'incompétent Paul Biyoghe Mba. Il a été envoyé à la tête du département de la Santé, avant d'être viré du gouvernement comme un malpropre par celui qui avait l'ambition de raser Lébamba lorsqu'il était à la tête du ministère de la Défense pour venger la mort d'un gendarme qui avait été tué par des populations de la Louétsi-Wano en colère.

Pour la petite parenthèse - et tout le monde se souvient encore de cette déclaration de guerre -, Ali Bongo avait dit ceci : « Si cela ne dépendait que de moi, je raserai cette localité ». Fermons cette parenthèse et revenons au sujet objet de cet article.

L'actuel sénateur de Lébamba a cédé tous les dossiers d'infrastructures à son frère Léon Nzouba, son successeur



La route de l'émergence en 7 ans. Elle n'atteint même pas la ville de Ntoum

aux Travaux publics. Si la continuité de l'action publique est un fait, cette propension à s'adjuger la paternité des projets des autres est la marque des faussaires. Akiéni-Okondja, La Lara-

Koumameyong-Ovan et Ndjolé-Medoumane, qui sont aussi des projets initiés par Omar Bongo Ondimba, ne font pas 1 500 kilomètres de linéaire.